



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 7 – 17 février 2023

Sommaire

Fait marquant

- La *National Infrastructure Commission* (NIC) va enquêter sur les délais d'autorisation des projets d'infrastructure d'importance nationale

Climat & Energie

- Les parlementaires conservateurs s'opposent à l'introduction d'une taxe pour financer la production d'hydrogène bas carbone

Environnement

- Les papillons ont disparu de près de la moitié des lieux qu'ils fréquentaient il y a cinquante ans
- Plusieurs grands projets d'aménagement routier seront abandonnés au Pays de Galles en raison de leur impact environnemental
- Les compagnies des eaux pourraient échapper à des amendes plus importantes en cas de pollution des cours d'eau selon le *Times*

Industrie

- Le parti travailliste exprime ses inquiétudes face à une possible réduction des investissements publics en lien avec le *Levelling Up*
- Les chantiers navals vont être relancés à Belfast

Transports

- Le syndicat RMT rejette l'offre salariale du *Rail Delivery Group* (RDG) et confirme vouloir poursuivre les grèves
- La zone à très faibles émissions (ULEZ) a permis de réduire significativement la pollution à Londres
- Heathrow enregistre son meilleur début d'année depuis 2020

- P&O Ferries envisagerait de partager certaines de ses activités avec son concurrent danois DFDS

Fait marquant

La National Infrastructure Commission (NIC) va enquêter sur les délais d'autorisation des projets d'infrastructure d'importance nationale

Le Chancelier de l'Echiquier et le secrétaire d'Etat des Collectivités locales et de la Sécurité des bâtiments ont demandé à la NIC de produire un rapport, qui devrait être publié au printemps, visant à accélérer les processus d'autorisation de ce type d'[infrastructures](#). Le gouvernement devrait prochainement publier un plan d'action comprenant une possible réforme des *national policy statements*. Définis pour une durée de cinq ans, lces documents précisent par secteur les objectifs en matière d'infrastructures d'importance nationale et le cadre juridique pour l'autorisation de ces projets. Les producteurs d'énergie renouvelable estiment que ce processus est devenu trop lent, en particulier pour l'éolien en mer. Selon eux, cela pourrait compromettre l'ambition britannique d'augmenter ses capacités de production d'énergie renouvelable d'ici 2030 (cf. infra).

Le chiffre de la semaine

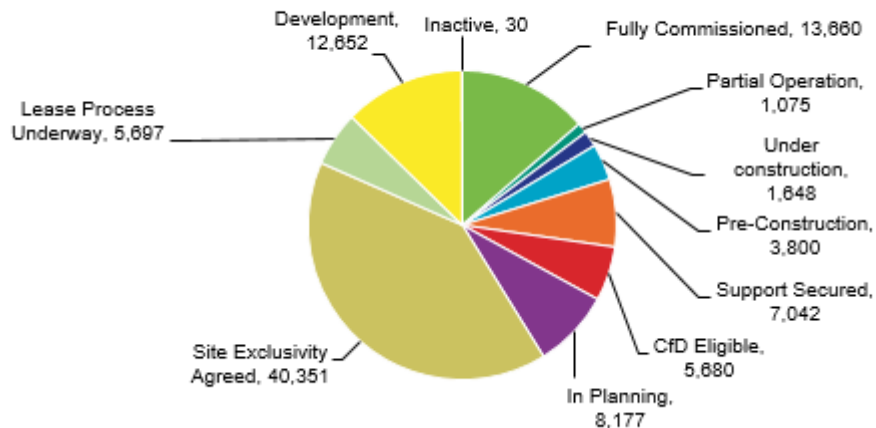
36 minutes et 10 secondes

C'est le temps qu'il fallait pour parcourir 10 km dans le [centre de Londres](#) en 2022 selon une étude menée dans 389 villes et 59 pays par le spécialiste des technologies de géolocalisation *TomTom*. Bangalore et Dublin arrivent en deuxième et troisième places du classement avec respectivement 29'10" et 28'30". Parmi les 50 villes les plus embouteillées on retrouve Manchester (24^{ème}), Liverpool (32^{ème}) et Edimbourg (42^{ème}). Selon *TomTom*, la situation londonienne s'explique en partie par les grèves dans les transports publics en 2022 qui ont entraîné une hausse du trafic routier. La capitale britannique doit cependant investir dans des technologies de gestion intelligente du trafic afin de fluidifier la circulation routière. L'étude souligne par ailleurs que Londres fait partie des villes les plus chères au monde pour recharger un véhicule électrique.

Le graphique de la semaine



UK Portfolio by Status (MW)



Selon [RenewableUK](#), les 130 projets d'éolien en mer, déjà en service ou en cours de développement représenteraient une capacité totale de 99,8 GW, dont 13,7 GW déjà opérationnels et 13,6 GW en construction. Pour mémoire, le R-U s'est fixé un objectif de 50 GW de capacité installée d'ici 2030.

Climat & Energie

Flash – Le directeur général de [Centrica](#), dont la branche *retail British Gas* est le premier fournisseur de gaz au R-U, a refusé de dire s'il renonçait à une prime annuelle d'1,6 M£. Les profits de *Centrica* ont triplé entre 2021 et 2022, atteignant 3,3 Md£.

Les parlementaires conservateurs s'opposent à l'introduction d'une taxe pour financer la production d'hydrogène bas carbone

Le ministre de l'Énergie Grant Shapps a fait cette proposition dans le cadre du projet de loi « *Energy Bill* », actuellement en discussion à la Chambre des Lords. Cette taxe serait ajoutée aux factures des ménages et des entreprises dès 2025. Traditionnellement favorables à une fiscalité faible, l'ensemble des parlementaires conservateurs, dont l'ancien ministre de l'Énergie Jacob Rees-Mogg, s'y oppose. Ils craignent qu'une telle taxe ne vienne peser sur le pouvoir d'achat des ménages alors que le Premier ministre s'est engagé en début d'année à faire baisser l'inflation et à surmonter la crise du coût de la vie. Les parlementaires conservateurs s'interrogent également sur la faisabilité de production et de mise en œuvre de l'hydrogène comme remplacement du gaz naturel en raison notamment de son coût de production élevé et des dépenses nécessaires pour aménager le réseau de distribution et les installations dans les logements. Le parti travailliste a pour sa part proposé d'exempter les ménages de cette taxe.

Environnement

Flash – [Natural England](#) a annoncé l'attribution d'une nouvelle tranche de 4,3 M£ du programme *Nature Based Solutions for Climate Change* destiné à financer des projets à capturer le plus de CO2 par des voies naturelles.

Les papillons ont disparu de près de la moitié des lieux qu'ils fréquentaient il y a cinquante ans

La cinquième édition du [rapport de l'ONG britannique Butterfly Conservation](#), publiée début février, confirme le déclin alarmant des papillons au R-U : entre 1976 et 2019, les papillons du R-U ont en effet perdu, en moyenne, 42 % de leur aire de répartition et diminué de 6 % en abondance. Portant sur 58 espèces, cette étude montre qu'il y a deux fois plus de perdants que de gagnants parmi les papillons : 61 % des espèces ont décliné, soit en répartition, soit en abondance (ou les deux), alors que seulement 32 % ont vu l'une de ces deux courbes augmenter. L'intensification agricole, en particulier la surexploitation des prairies pour l'élevage du bétail, et le réchauffement climatique sont les deux premières causes identifiées de ce déclin.

Plusieurs grands projets d'aménagement routier seront abandonnés au Pays de Galles en raison de leur impact environnemental

Cette décision s'inscrit dans le cadre du *National Transport Plan* gallois et fait suite à une revue des projets d'aménagement [routier](#) lancée par le gouvernement en 2021. Selon les nouveaux critères fixés par le gouvernement, afin d'être validés ces projets ne doivent pas conduire à une hausse du nombre de voitures en circulation, de la vitesse de circulation, des émissions de carbone et ils ne doivent pas produire d'effets négatifs sur l'environnement. Sur les 59 projets évalués par un comité d'experts indépendants, seuls 15 seront réalisés dans leur forme initiale, les autres étant revus à la baisse, reportés ou, dans certains cas, abandonnés. Les associations environnementales ont salué cette décision mais le secteur du BTP estime qu'elle pourrait conduire à de nombreuses suppressions d'emplois et demande au gouvernement gallois de préciser quels seront ses futurs investissements dans les infrastructures.

Les compagnies des eaux pourraient échapper à des amendes plus importantes en cas de pollution des cours d'eau selon le *Times*

L'été dernier le ministre de l'Environnement s'était engagé à augmenter le [montant](#) maximal de ces amendes de 250 000 £ à 250 M£. Selon les informations du *Times*, la ministre actuelle, Therese Coffey, serait « réticente » à autoriser de tels niveaux d'amendes estimant que cela risque de dissuader les investisseurs de contribuer au financement de l'amélioration des infrastructures dans ce secteur. La ministre envisagerait plutôt d'étendre les pouvoirs de police de l'*Environment Agency* qui depuis 2010 lui permettent d'imposer des amendes aux compagnies polluantes, ce qu'elle n'a encore jamais fait.

Flash – Ford va supprimer 3 800 emplois dans ses usines européennes (11 % de son effectif dans la région) majoritairement en Allemagne et au R-U. 1 300 emplois, dont 1 000 liés au développement de produit, seront supprimés au R-U.

Flash – Air India a signé un accord pour acheter 250 avions [Airbus](#) et 220 Boeing. Selon les estimations du ministère des Entreprises et du Commerce, ce contrat devrait se traduire par plus de 100 M£ d'investissements et la création de 450 emplois manufacturiers au Pays de Galles où sont fabriquées les ailes Airbus. Les moteurs *Rolls-Royce*, qui équipent certains des modèles commandés, sont pour leur part assemblés et testés en Angleterre.

Le parti travailliste exprime ses inquiétudes face à une possible réduction des investissements publics en lien avec le *Levelling Up*

Selon la presse, le parti [travailliste](#) aurait écrit lundi au ministre délégué en charge des finances publiques, John Glen, pour lui demander quels projets de construction de logements et de régénération pourraient être abandonnés à la suite d'une décision récente du Trésor. Ce dernier a en effet interdit à Michael Gove, ministre chargé notamment du Logement et du *Levelling up*, de financer de nouveaux projets d'investissements sans accord préalable du Trésor. Le ministre était jusqu'à présent habilité à approuver les dépenses en lien avec le *levelling up* (y compris les projets de construction de l'organisme public *Homes England*) ne dépassant pas 30 M£. Le gouvernement a pour sa part réaffirmé son attention de financer l'ensemble des projets nécessaires à la mise en œuvre du *levelling up*.

Les chantiers navals vont être relancés à Belfast

Les chantiers [Harland & Wolff](#), qui avaient notamment construit le Titanic, ne produisaient plus de navires depuis 2003. Il y a trois ans, *InfraStrat*, société londonienne spécialisée dans l'énergie, a racheté pour 6M£ l'entreprise alors sous administration. Le directeur d'*InfraStrata*, John Wood, compte relancer les chantiers d'ici 2025 grâce à un contrat de 1,6 Md£ pour la construction de trois navires de soutien de la *Royal Navy* qui devraient être achevés d'ici 2032. Le contrat a été signé en partenariat avec *Navantia*, une entreprise publique espagnole de construction navale. John Wood espère également bénéficier des subventions publiques annoncées par le gouvernement lors de la publication l'année dernière de sa *UK Shipbuilding Strategy*. La relance des chantiers devrait se traduire par d'importantes retombées économiques (900 emplois seraient créés) dans l'une des régions les plus pauvres et les moins productives du R-U. Afin d'éviter un risque de fermeture une fois les navires livrés, l'entreprise prévoit de se diversifier dans plusieurs secteurs: défense, pétrole et gaz, énergies renouvelables, navires commerciaux, navires de croisières et ferries.

📍 Transports

Flash – Le nombre d'[accidents de la route](#) et les décès qui en résultent ont chuté de 25 % depuis l'introduction en mars dans le centre de Londres d'une vitesse maximale de 20 *miles per hour* (environ 32 km/h) selon des données de *Transport for London* (TfL). Cette limitation de vitesse va être étendue à d'autres quartiers de la capitale dès le mois prochain.

Flash – Dans le cadre de sa stratégie *Net Zero*, [National Highways](#) – l'agence de gestion des routes à doubles voies et des autoroutes en Angleterre – va remplacer par des LED 70 % de ses éclairages sur son réseau d'ici 2027 ce qui lui permettrait de réduire jusqu'à 80 % sa consommation électrique. *National Highways* s'équipe également avec des véhicules d'intervention hybrides et électriques.

Flash – Le troisième cycle de la *Clean Maritime Demonstration Competition* (CMDC) est doté de [60 M£](#) et vise à financer des technologies vertes propres qui fonctionnent « dans le monde réel » et peuvent être déployées à grande échelle.

Le syndicat RMT rejette l'offre salariale du Rail Delivery Group (RDG) et confirme vouloir poursuivre les grèves

Le RDG, qui représente les compagnies ferroviaires, proposait une hausse des salaires de 9 % sur deux ans (2022 et 2023), assortie de clauses visant à faire évoluer les conditions de travail. Le syndicat [RMT](#) a jugé ces conditions inacceptables. Il s'oppose notamment à la fermeture des guichets de vente et son secrétaire général a affirmé que certaines des mesures proposées par le RDG pourraient compromettre la sécurité du réseau et des trains. L'Aslef, syndicat qui représente les conducteurs de trains, a également rejeté l'offre de la RDG. Le ministre des Transports Mark Harper avait indiqué la semaine dernière que l'offre de la RDG était la « meilleure » possible et qu'elle était « définitive », écartant la possibilité d'une hausse des salaires sans conditions et dépassant les 10 %. La RMT a voté en faveur de quatre nouvelles journées de [grève](#) en mars et avril. Les employés de *Network Rail* membres du syndicat refuseront également d'effectuer des heures supplémentaires pendant six semaines ce qui risque de perturber le réseau ferroviaire.

La zone à très faibles émissions (ULEZ) a permis de réduire significativement la pollution à Londres

Introduite en 2019 dans le cœur de Londres, l'[ULEZ](#) avait été étendue à des quartiers plus excentrés (*North and South circular roads*) en octobre 2021. Les véhicules polluants doivent s'acquitter d'un péage quotidien de 12,5£ pour pouvoir y circuler. Selon les données de la mairie londonienne, les émissions d'oxyde d'azote seraient de 46 % inférieures à ce qu'elles auraient été sans l'introduction de l'ULEZ dans le centre de Londres et de 21 % pour la zone couverte depuis 2021. Depuis 2019 l'ULEZ aurait permis de faire diminuer de 23 % les émissions d'oxyde d'azote sur l'ensemble de l'agglomération londonienne. Les niveaux d'émissions n'ont pas retrouvé leur niveau pré-pandémique, malgré une hausse du trafic routier, ce qui suggère une augmentation du nombre de véhicules « propres » en circulation. Le maire de Londres a affirmé que ces chiffres soulignaient la

nécessité d'élargir l'ULEZ à l'ensemble du Grand Londres, malgré la forte opposition de certains élus locaux.

Heathrow enregistre son meilleur début d'année depuis 2020

L'[aéroport](#) a annoncé que 5,4 M de passagers y avaient transité en janvier soit plus du double qu'en 2022 (2,6 M). Les vols depuis l'Asie pacifique connaissent la plus forte hausse en raison de la levée des interdictions de déplacements internationaux dans plusieurs Etats de cette région dont la Chine. A l'exception des années 2021 et 2022, marquées par des restrictions mondiales des déplacements internationaux en raison du Covid, il s'agit toutefois de la plus faible performance depuis janvier 2015. L'aéroport, qui avait imposé l'été dernier un *passenger cap*, a affirmé qu'il avait « très bien géré » la hausse du volume passagers générée par le début des vacances de février au R-U. Heathrow s'est d'ailleurs prononcé pour l'introduction de portiques électroniques pour le contrôle des passeports des enfants de 10 et 11 ans, ce qui permettraient de réduire les temps d'attentes pour les familles arrivant au R-U.

P&O Ferries envisagerait de partager certaines de ses activités avec son concurrent danois DFDS

Selon le *FT*, la compagnie de [ferries](#) aurait entamé une nouvelle phase d'un « vaste plan de restructuration », près d'un an après le licenciement de 786 employés de droit britannique et remplacés depuis par des travailleurs intérimaires. P&O a réduit ses services dans la mer d'Irlande et envisagerait de réallouer ses équipages et navires sur les routes les plus profitables. Cette mesure vise à compenser la baisse du volume de marchandise imputable au Brexit et à une baisse mondiale du fret maritime. Par ailleurs, un accord avec DFDS, première compagnie de ferries européenne, permettrait aux deux entreprises de partager leurs opérations sur les lignes les moins rentables afin de les maintenir en service. Cet accord devrait d'abord être validé par les autorités de la concurrence.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international